



**PRÉFET
DE L'YONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la citoyenneté
et de la légalité**

Bureau des réglementations
et des élections

**ARRETE PREF/DCL/BRE/2026/345
portant convocation des conseils municipaux des communes du département de l'Yonne
pour désigner les délégués titulaires, supplémentaires et suppléants en vue des
élections sénatoriales du dimanche 27 septembre 2026**

Le préfet de l'Yonne,

Vu la loi n°2013-702 du 2 août 2013 relative à l'élection des sénateurs ;

Vu le code électoral et notamment ses articles LO 276, LO 278, L. 283, L.294, L.295, L. 301, L. 309, L. 310, L. 311, L.O 438-2, L. 439, L. 441, L. 442, L. 501, L.O 527 et L. 528, R. 153 et R. 168 ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du Président de la République du 16 mars 2022 nommant Monsieur Pascal JAN, préfet de l'Yonne ;

Vu le décret n° 2025-1362 du 26 décembre 2025 authentifiant les chiffres des populations de métropole, des départements d'outre-mer de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de La Réunion et des collectivités de Saint-Barthélemy, de Saint-Martin et de Saint-Pierre-et-Miquelon ;

Vu le décret n° 2026-301 du 21 avril 2026 portant convocation des collèges électoraux pour l'élection des sénateurs ;

Sur proposition de la Secrétaire générale de la préfecture ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : Les conseils municipaux des communes du département de l'Yonne sont convoqués le vendredi 5 juin 2026 afin de désigner leurs délégués titulaires, supplémentaires et suppléants qui éliront les sénateurs.

Article 2 : Le nombre de délégués titulaires, supplémentaires et suppléants à désigner au sein de chaque commune du département de l'Yonne est fixé en fonction de sa population municipale authentifiée au 1^{er} janvier 2026 et conformément au tableau figurant en annexes du présent arrêté. Le mode de scrutin par commune est également précisé en annexes.

Article 3 : Les conseils municipaux ne peuvent valablement désigner leurs délégués et suppléants que si au moins le tiers de leurs membres en exercice est présent ou représenté à l'ouverture du scrutin.

Dans le cas où le quorum n'est pas atteint lors de la séance du vendredi 5 juin 2026, le conseil municipal devra être convoqué de nouveau le mardi 9 juin 2026. Afin de respecter le délai de convocation prévu par l'article L. 2121-17 du code général des collectivités territoriales, la convocation devra être adressée aux conseillers municipaux par le maire ou son remplaçant le 5 juin 2026, à l'issue de la séance.

Au cours de cette seconde séance, le conseil municipal pourra valablement délibérer sans condition de quorum.

Article 4 : Le présent arrêté devra être publié par voie d'affichage dans chaque commune du département

Cet arrêté doit être notifié par écrit à tous les membres du conseil municipal par les soins du maire en précisant le lieu et l'heure de la réunion.

Article 5 : La secrétaire générale de la préfecture, le sous-préfet d'Avallon et la sous-préfète de Sens, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de l'État.

Fait à Auxerre, le

Le Préfet,



Pascal JAN

22 MAI 2026

Délais et voies de recours : le présent arrêté peut faire l'objet dans le délai de 2 mois à compter de sa publication :

- soit d'un recours gracieux auprès du préfet de l'Yonne,
- soit d'un recours hiérarchique auprès du ministre de l'Intérieur,
- soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Dijon.